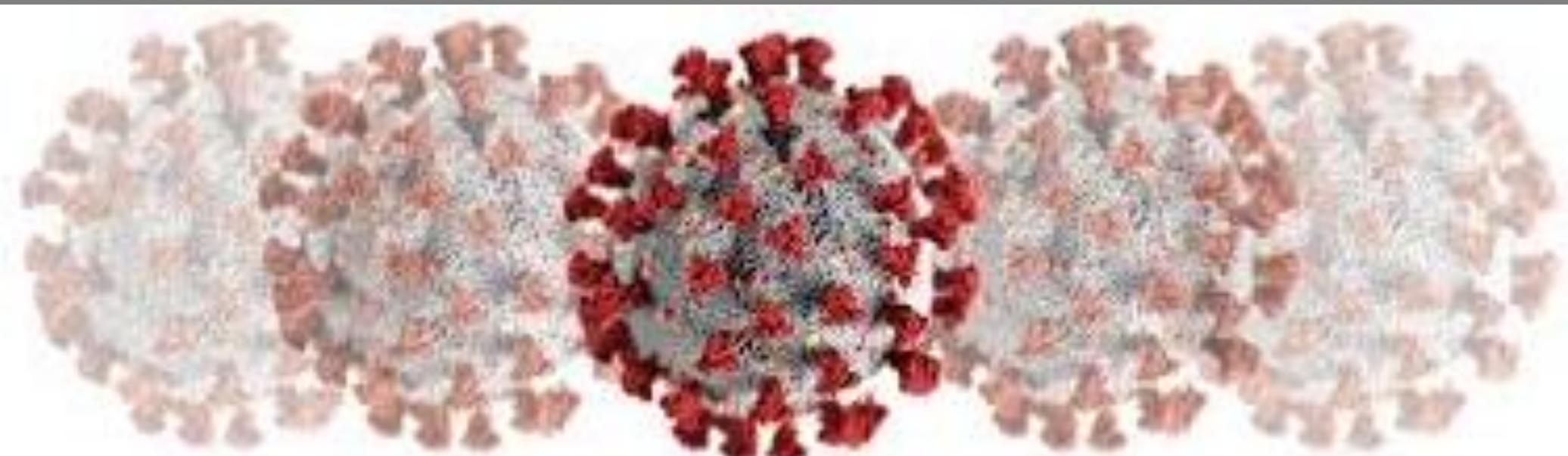




TONY BLAIR
INSTITUTE
FOR GLOBAL
CHANGE

Le Covid-19 en Afrique et l'Afrique après le Covid-19

Mai 2020





Introduction

Le Covid-19 a présenté aux gouvernements du monde entier des défis sans précédents et remodèle de nombreux débats politiques.

Une question majeure reste sans réponse :

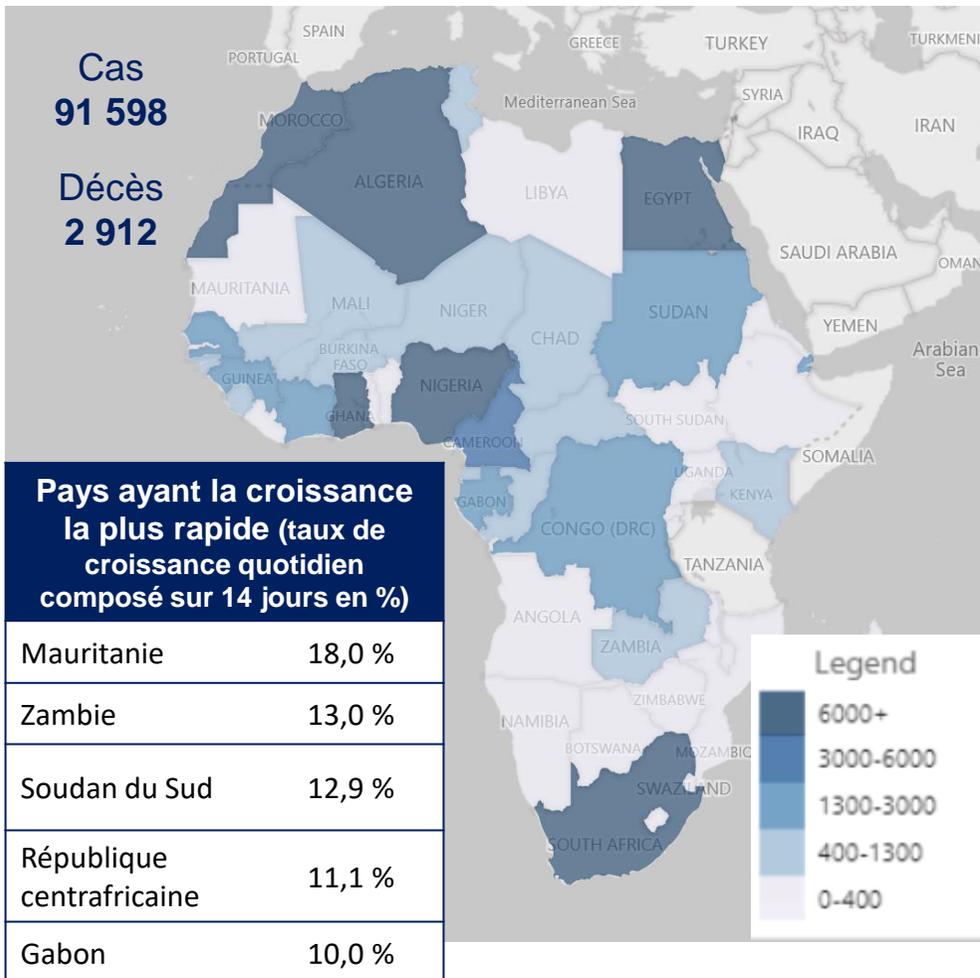
Comment les pays africains (et les autres pays à faible revenu) doivent-ils réagir face au virus tout en maintenant les services de santé vitaux et en protégeant les personnes pauvres et vulnérables contre les conséquences de la crise économique mondiale au sens large ?

Dans ce document, nous explorons :

- La propagation du virus en Afrique, et les défis liés à la faible capacité de dépistage et à l'insuffisance de données ;
- Les options politiques au-delà du confinement ;
- La capacité à faire face à plusieurs crises : soins de santé élargis, sécurité alimentaire, récession mondiale ;
- La voie que les gouvernements africains et la communauté internationale doivent suivre pour atteindre trois objectifs essentiels :
 1. Protéger autant de vies que possible contre la Covid-19 et d'autres pathologies ;
 2. Protéger les moyens de subsistance et l'économie durement touchés par les mesures de confinement et la récession mondiale ;
 3. Veiller à ce que l'Afrique reste connectée au reste du monde et ouverte aux affaires, surtout dans le cas où le virus reste endémique.

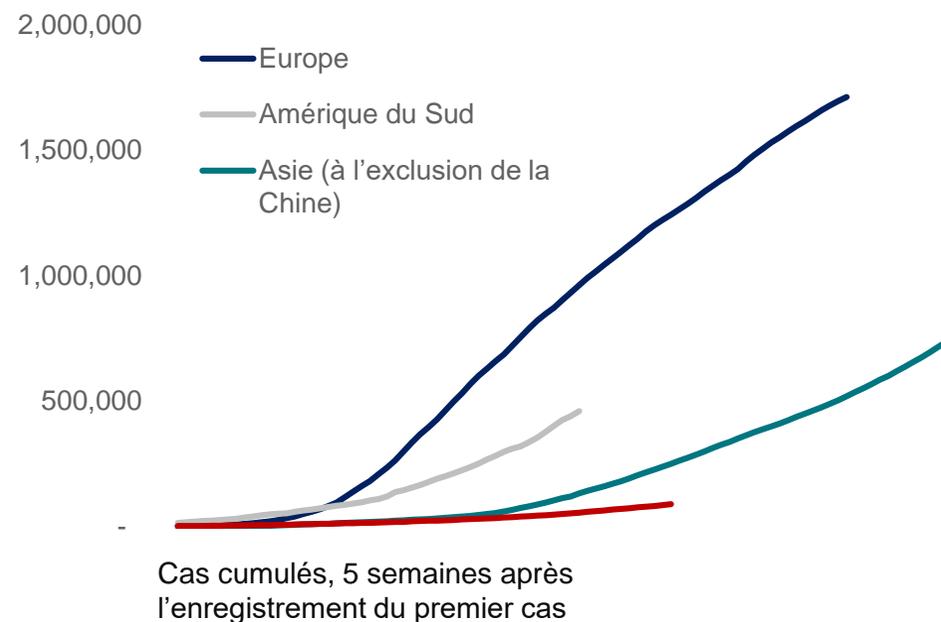
Section 1 : le Covid-19 en Afrique

Le Covid-19 se répand très rapidement dans le monde, mais semble se propager lentement en Afrique



Si une grande partie de l'Asie et de l'Europe ont connu une croissance exponentielle du nombre de cas de Covid-19 au début de la pandémie, cette situation n'est pas encore observée dans l'ensemble de l'Afrique.

Contrairement à l'Europe et à l'Asie (à l'exclusion de la Chine) qui ont vu leur nombre de cas doubler respectivement en quatre et sept jours, il a fallu **16** jours pour que le nombre de cas double en Afrique, passant de 45 000 à 90 000.

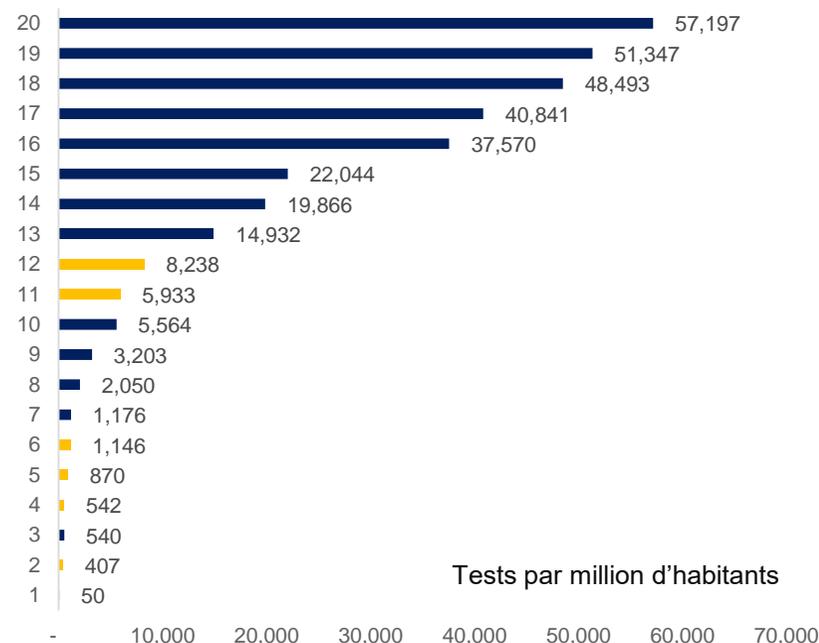
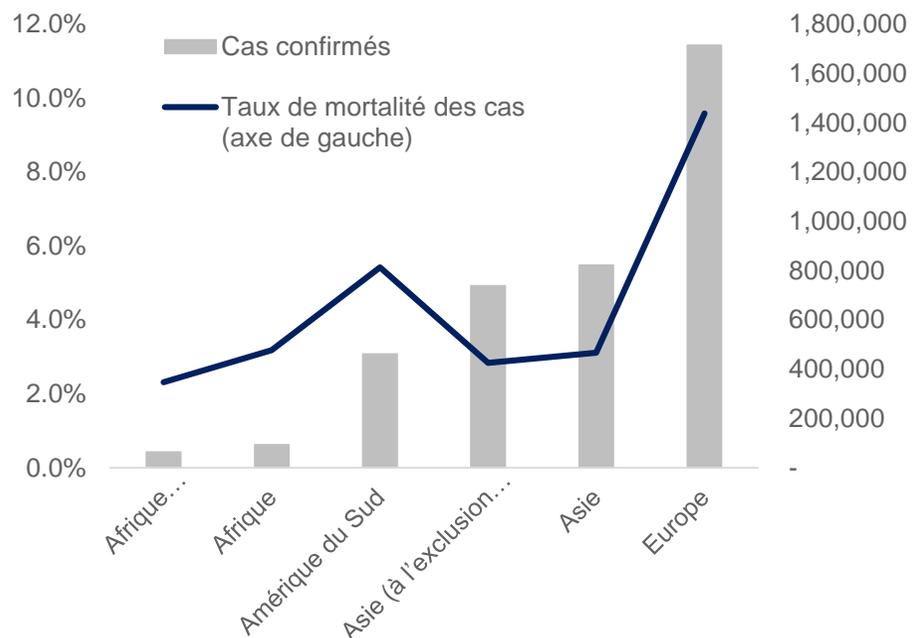


La faible capacité de dépistage signifie que le nombre de cas réels reste inconnu ; des preuves anecdotiques révèlent que les cas augmentent, mais que la maladie pourrait être moins grave

En Afrique de l'Ouest, par exemple, le Ghana a affirmé il y a quelques semaines que 93 % des cas sont asymptomatiques ou présentent des symptômes légers, et d'autres pays africains affichent des taux avoisinant les 80 à 90 %. De manière générale, il existe peu de données à ce sujet dans d'autres régions, mais de nombreuses études indiquent que 50 à 70 % des cas pourraient être asymptomatiques en Europe, en Chine, aux États-Unis et ailleurs dans le monde.

Il est difficile d'effectuer des comparaisons pour diverses raisons, y compris des protocoles de dépistage différents. Par exemple, la différence entre le taux de mortalité des cas en Afrique et en Europe s'explique au moins en partie par le fait que certains pays africains testent toutes les personnes ayant été en contact avec les cas confirmés. Cette méthode permet d'obtenir une proportion plus élevée de cas pour chaque décès par rapport à l'Europe, où généralement seuls les personnes symptomatiques sont testées.

Le taux de mortalité des cas est comparable à celui de l'Asie, mais semble inférieur à celui de l'Europe.

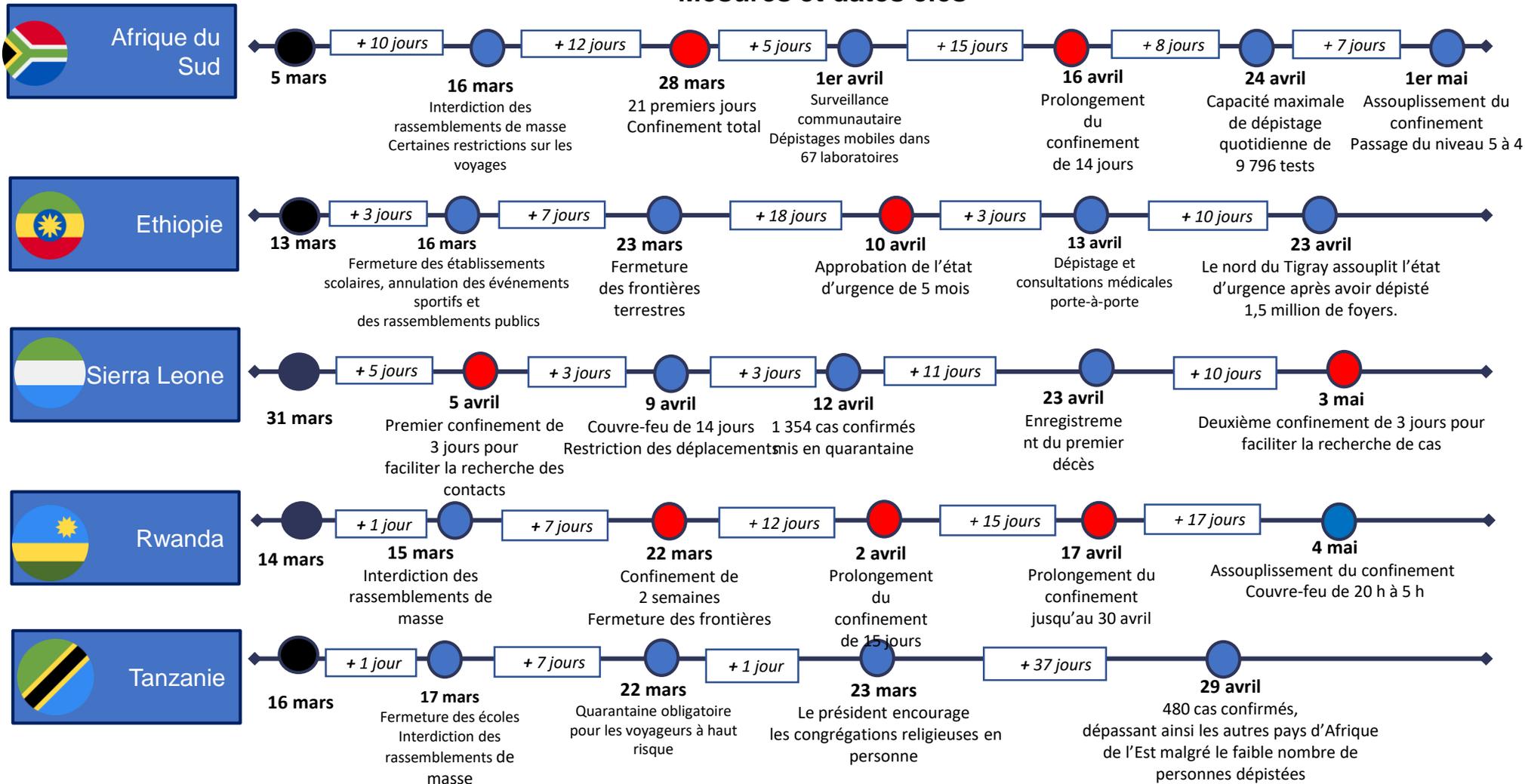


Sources : les données des CDC Afrique servent de référence en matière de données sur toute l'Afrique. D'autres régions s'appuient sur la base de données « Our World in Data » pour les statistiques sur les cas et les décès et sur la Foundation for Innovative New Diagnostics (FIND) pour les données sur le dépistage.



De manière générale, mais pas universelle, les gouvernements ont mis en place un confinement anticipé, suivi d'un assouplissement progressif

Mesures et dates clés

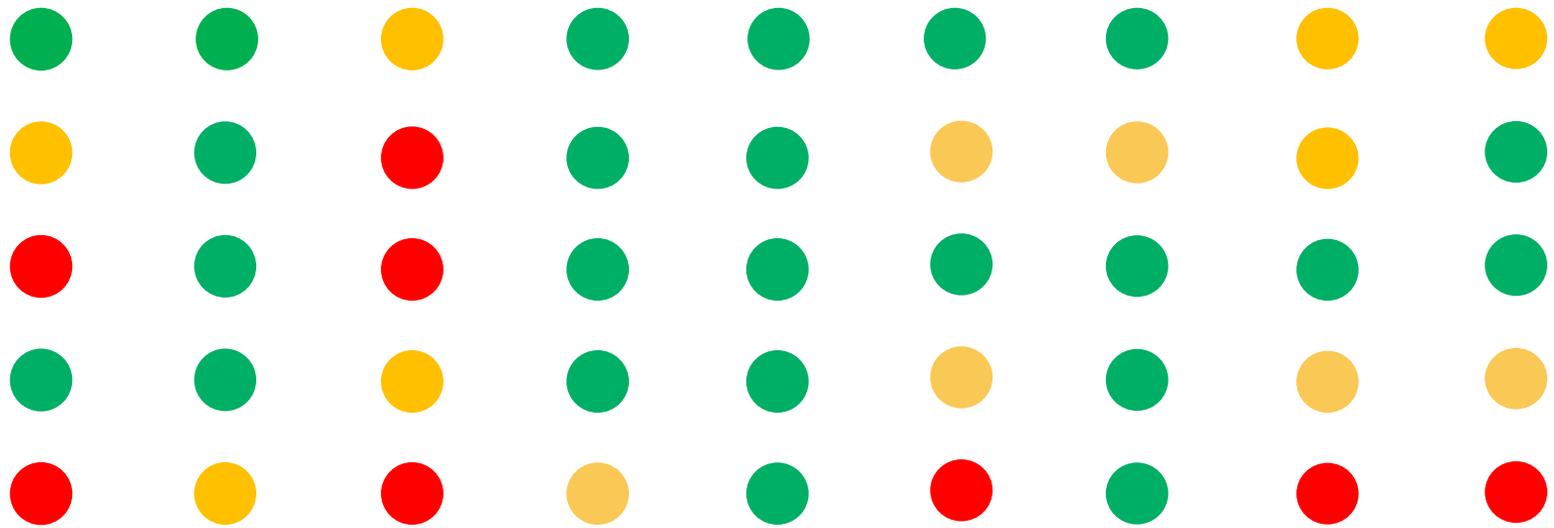


Sources : TBI, icônes réalisées par <https://www.flaticon.com/authors/freepik>, Coronavirus Government Response Tracker de la Blavatnik School of Government

Par conséquent, les mesures politiques varient considérablement d'un pays africain à l'autre

	Surveillance /dépistage communautaire	Recherche de tous les contacts	Obligation de rester chez soi	Interdiction des rassemblements de masse	Fermeture des établissements scolaires	Fermeture des lieux de travail non essentiels	Fermeture des frontières internationales	Restriction des déplacements internes	Interdiction de circulation des moyens de transports
--	---------------------------------------	--------------------------------	-------------------------------	--	--	---	--	---------------------------------------	--

 Afrique du Sud
 Éthiopie
 Sierra Leone
 Rwanda
 Tanzanie



● Non mise en œuvre
 ● Partiellement mise en œuvre
 ● Entièrement mise en œuvre



À mesure que les pays déploient différentes approches face au Covid-19, nous constatons quatre grandes catégories de profils pays qui se distinguent

Rapidité et efficacité

- Mise en place rapide d'une réponse et des restrictions;
- Des tests de dépistage d'envergure ont révélé de nombreux cas et confirmé une transmission communautaire à grande échelle ;
- La relance économique et les filets de sécurité sociale ont été rapidement mobilisés ;
- Le nombre de cas est élevé en raison de la mise en place d'une vaste campagne de dépistage, mais il pourrait baisser plus rapidement que dans d'autres pays du fait de la prise de mesures de riposte.

Optimisme prudent

- Mise en place rapide de restrictions et d'une réponse à la crise ;
- Faible nombre de cas, mais faible taux de dépistage ; le dépistage augmente actuellement de manière significative ;
- Mise en place de filets de sécurité économiques et sociaux, mais des lacunes sont observées ;
- Ces pays doivent accroître leur capacité de dépistage afin de détecter toutes les personnes infectées, en mettant l'accent sur les professionnels de la santé.

Efforts maximums avec des capacités limitées

- La fermeture des frontières a été rapide, mais la réponse à la crise a été lente et/ou inadéquate ;
- Inadéquation des tests de dépistage en raison de capacités limitées ; augmentation du nombre de cas ;
- Faible réponse économique et filets de sécurité sociale limités ;
- Ces pays sont à l'origine de la transmission du virus et pourraient ne pas être en mesure de rattraper leur retard.

Réponse lente

- Bien qu'ayant fermé les frontières, ces pays n'ont pas mis en place une réponse efficace à la crise ;
- Capacités de dépistage limitées avec un nombre de cas confirmés élevé, indiquant ainsi une transmission continue et généralisée ;
- Faiblesse ou absence de réponses en matière de politique économique et sociale ;
- Ces pays pourraient parvenir à une immunité collective inéluctable s'ils n'améliorent pas leur réponse à la crise.

Exemples

Afrique du Sud

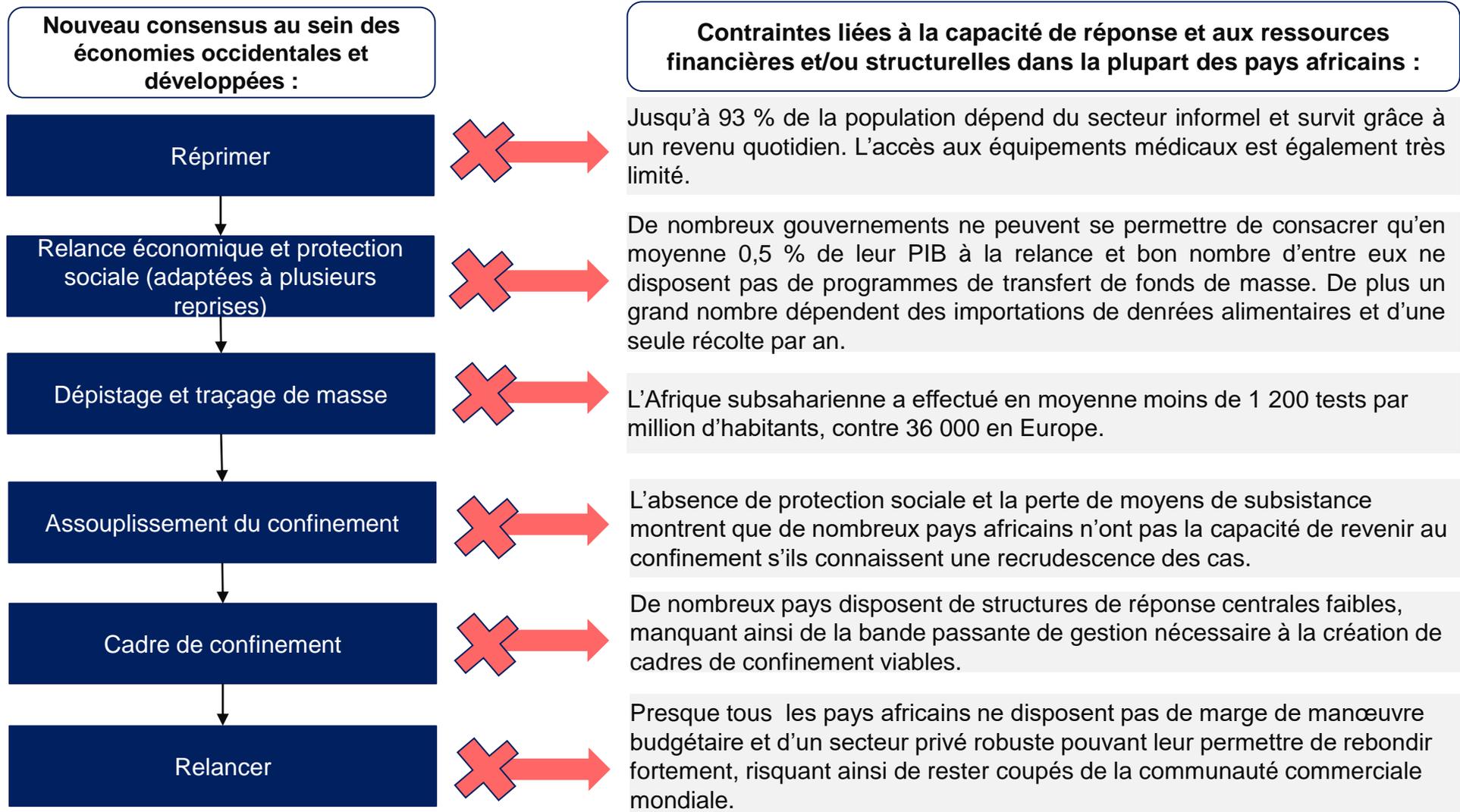
Kenya

Sierra Leone

Tanzanie

Section 2 : Le Covid-19 n'est pas l'enjeu majeur en Afrique

Il est de plus en plus évident que les pays africains (et les autres pays à faible revenu) ne peuvent pas suivre la voie des gouvernements occidentaux





Le confinement et particulièrement la récession économique, causent déjà des dommages

Une analyse récente a révélé qu'un tiers de tous les emplois en Afrique (formels et informels) pourrait être affecté par le Covid-19.

- Dans le secteur formel, sur 140 millions d'emplois, on estime que 9 à 18 millions risquent de disparaître, et 30 à 35 millions d'employés pourraient subir des réductions salariales.
- Dans le secteur informel, jusqu'à 100 millions d'emplois, sur un total estimé à 300 millions à travers le continent, sont considérés comme vulnérables.

Cet impact sur les moyens de subsistance exacerbe une crise alimentaire et nutritionnelle déjà grave.

- En Afrique de l'Ouest et au Sahel, 17 millions de personnes auront besoin d'une aide alimentaire rapide et 50 millions de personnes risquent de se retrouver dans la catégorie « crise ».
- En Afrique de l'Est, le nombre de personnes en situation d'insécurité alimentaire devrait passer d'environ 20 millions à 34-43 millions. Cette situation est aggravée par l'impact des essaims actuels de criquets pèlerins qui pourrait entraîner des pertes de récoltes drastiques dans certaines régions de l'Éthiopie, du Kenya et de la Somalie, ainsi que par les récentes inondations.

La production agricole est particulièrement touchée :

Faibles rendements, faible résistance des cultures

La Banque mondiale estime que la production agricole pourrait diminuer de 7 % au maximum en Afrique en 2020.

Dépendance des revenus vis-à-vis de l'exportation de matières premières

Le secteur des fleurs au Kenya s'est déjà effondré, menaçant 150 000 emplois et un secteur d'une valeur de 1 milliard de dollars.

Réserves alimentaires insuffisantes

Le Nigeria détient actuellement 38 000 tonnes de réserves de riz pour une consommation de 6 à 7 millions de tonnes (par an).

Faible accès aux marchés

Au Zimbabwe, des tonnes de fruits et de légumes frais sont pourris pour le fait que les produits ne peuvent pas atteindre les marchés en raison du confinement.

Valeur ajoutée limitée dans les pays

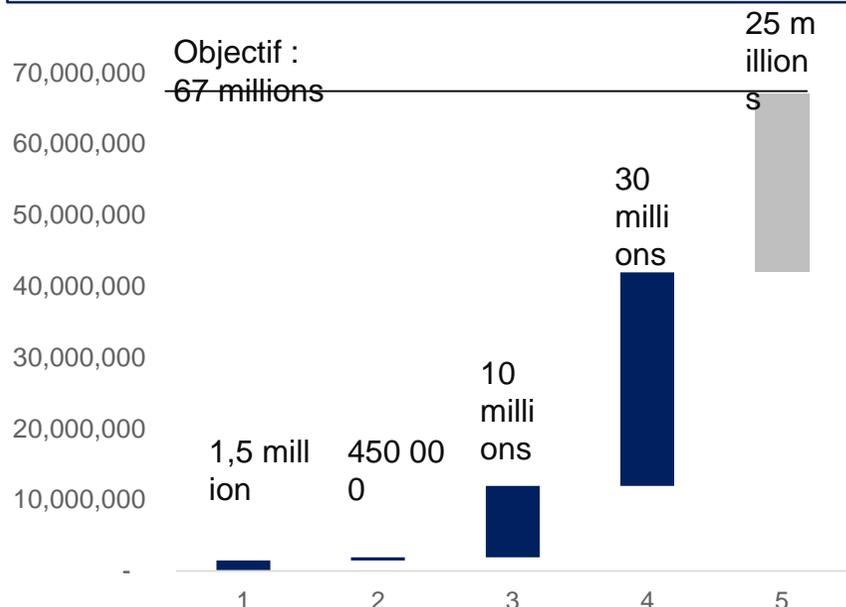
La fermeture des chocolateries en Europe, comme la chocolaterie de Mars, la plus grande au monde, nuira aux agriculteurs du Ghana et de la Côte d'Ivoire.



Les gouvernements africains ne disposent pas du matériel et des capacités nécessaires au dépistage de masse

Le dépistage est manifestement à la traîne dans la plupart des pays africains, malgré les efforts considérables déployés dans certains pays comme l'Afrique du Sud et le Ghana. **En Afrique subsaharienne, moins de 1 200 tests ont été effectués par million d'habitants**, contre plus de 50 000 dans les pays où les tests sont effectués à grande échelle, notamment en Italie, au Danemark et en Israël.

Pour atteindre ce taux élevé de « dépistage de masse » observé en Europe et ailleurs dans le monde, l'Afrique devrait effectuer 65,5 millions de tests supplémentaires. Même en tenant compte des approvisionnements en kits de test en cours, il manque 25 millions de tests pour atteindre ce taux.



La plupart des pays, bien que disposant d'équipements nécessaires, **sont confrontés à des contraintes liées aux ressources humaines et aux laboratoires au moment d'effectuer ces tests**. De nombreux pays d'Afrique de l'Ouest ont déjà recruté des étudiants universitaires pour effectuer les tests de dépistage, mais ne peuvent toujours pas aller au-delà de 300 à 500 tests par jour. À ce rythme, il faudra près de cinq mois à ces pays pour atteindre ne serait-ce que 10 000 tests par million d'habitants.

Face à cette réalité, les gouvernements africains doivent également **rationaliser l'utilisation des capacités limitées en matière de dépistage dont ils disposent** :

- les stratégies de dépistage doivent accorder la priorité aux professionnels de la santé afin de s'assurer qu'ils sont protégés et se sentent en sécurité au travail.
- Les gouvernements pourraient reconsidérer la nécessité de tester les personnes asymptomatiques avant la levée de leur quarantaine et la limitation du nombre de contacts testés.
- Des tests d'échantillons groupés peuvent être déployés, le cas échéant (le Ghana l'a fait avec succès).
- En raison de l'épuisement des équipements, les gouvernements peuvent également choisir d'enregistrer les cas suspects au lieu de leur administrer des tests PCR.

En outre, les gouvernements peuvent utiliser les **tests de dépistage des anticorps anti-Covid-19**, moins coûteux et plus faciles à administrer, pour rassurer les professionnels de la santé et recueillir de plus amples informations sur les lieux de transmission. Ces données seront précieuses pour planifier la réouverture des pays à l'économie mondiale et pour accorder la priorité au déploiement d'un vaccin contre la Covid-19 à l'avenir.



D'autres maladies sont susceptibles d'être plus meurtrières

Les principales causes de mortalité en Afrique sont les maladies contagieuses (non Covid-19). La réaffectation des ressources à la lutte contre la Covid-19 aura un impact négatif sur la mortalité due à des maladies susceptibles d'être prévenues.

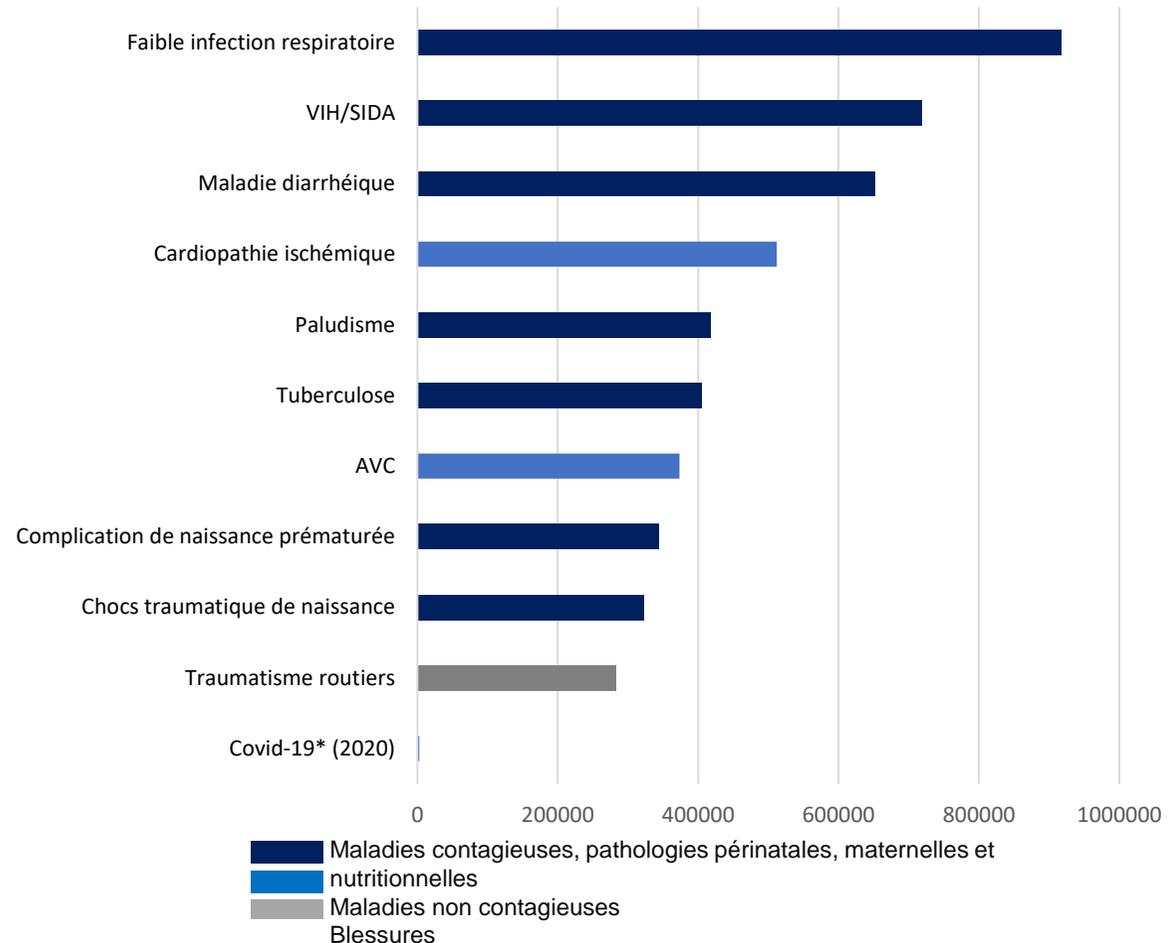
De graves perturbations observées dans les campagnes de distribution de moustiquaires imprégnées d'insecticide et dans l'accès aux médicaments antipaludiques pourraient **faire doubler le nombre de décès dus au paludisme en Afrique subsaharienne cette année**, selon les résultats d'une nouvelle analyse rendue publique par l'OMS et ses partenaires.

Les vaccinations de routine ont été suspendues dans de nombreux pays, laissant ainsi les pays dont les systèmes de santé sont faibles vulnérables à une résurgence. **L'UNICEF a fait état d'une réduction de 70 à 80 % des expéditions de vaccins** depuis mars, en raison des coûts de transport élevés, ce qui expose de nombreux pays d'Afrique subsaharienne à une pénurie de stocks.

À l'échelle mondiale, on estime que 1,4 million de personnes de plus pourraient décéder des suites de la tuberculose en l'absence de dépistage et de traitement de la maladie pendant la crise de la Covid-19. Cela est en partie dû au fait que les appareils de diagnostic sont reconvertis pour le dépistage de la Covid-19.

Selon l'OMS et l'ONUSIDA, **500 000 personnes de plus pourraient décéder des suites de maladies liées au sida en Afrique subsaharienne en 2020 et 2021**, soit plus du double des taux actuels, sans que des efforts ne soient fournis pour surmonter les perturbations observées dans les services de santé et l'approvisionnement en équipements médicaux.

Principales causes de décès



Les gouvernements africains devront faire face à de multiples crises



01

Covid-19

L'Afrique compte désormais plus de 90 000 cas et environ 3 000 décès confirmés.

05

Crise économique

Un tiers de la population active africaine (150 millions de personnes) travaillant dans les secteurs formel et informel risque de perdre son emploi ou ses moyens de subsistance.

02

Crise sanitaire plus vaste

Par exemple, dans l'est de la RDC, la réaffectation des ressources des services de vaccination de routine à la lutte contre le virus Ebola a entraîné 2,5 fois plus de décès causés par la rougeole que par le virus Ebola.

04

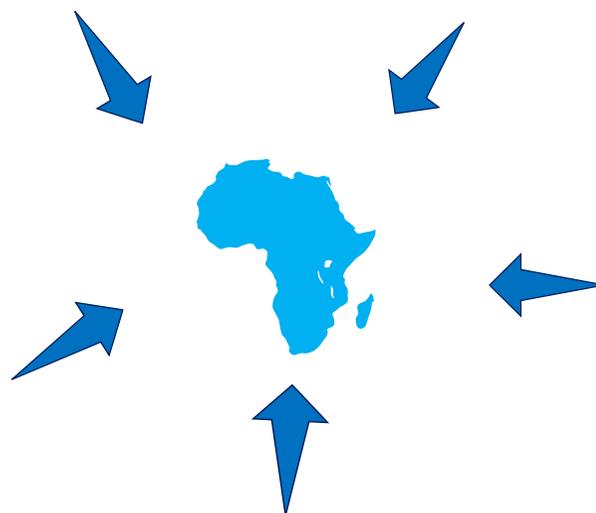
Crise politique

À mesure que les individus perdent leurs moyens de subsistance, les risques de crises politiques – qui touchent des pays clés tels que l'Éthiopie, le Nigeria, la Guinée et la Côte d'Ivoire – augmentent, surtout dans les nombreux pays censés organiser des élections cette année.

03

Crise alimentaire

Le Programme alimentaire mondial a prévenu que le nombre de personnes souffrant de la faim pourrait doubler pour atteindre 265 millions en raison du Covid-19, mais que l'Afrique serait touchée de manière disproportionnée.



Section 3 : une voie au-delà du Covid-19 –
que doivent faire les pays africains ?

Les gouvernements africains ne peuvent pas se permettre d'accorder la priorité du Covid-19. Ils doivent garder à l'esprit trois principaux objectifs :

1. Protéger autant de vies que possible contre la Covid-19 et d'autres pathologies ;
2. Protéger les moyens de subsistance et l'économie durement touchés par les mesures de confinement et la récession mondiale ;
3. Veiller à ce que l'Afrique reste connectée au reste du monde et ouverte aux affaires, surtout si elle devient un réservoir de la Covid-19.

Nous proposons cinq mesures que les gouvernements africains doivent prendre :

- 1 Planifier la période post-confinement**

Préparer le système de santé et les professionnels de la santé pour faire face à la Covid-19, assurer le fonctionnement des services de base essentiels, sensibiliser la société à l'adoption de comportements barrières et planifier la relance économique, y compris la protection sociale, p. ex. par des transferts de fonds. La capacité du gouvernement déterminera dans quelle mesure ces services peuvent être fournis.
- 2 Élaborer un plan de confinement**

Établir un cadre pour l'ouverture de l'économie et de la société, en fonction de la trajectoire de la Covid-19, en intégrant les rassemblements, les établissements scolaires, les voyages et les transports, les frontières, le commerce de détail, les secteurs économiques, l'alimentation et l'agriculture.
- 3 Maintenir les services de santé**

Évaluer les vulnérabilités et les facteurs de mortalité et accorder en conséquence la priorité aux services de base essentiels, y compris les mesures préventives telles que la vaccination, et assurer une prévention et un contrôle rigoureux des infections dans les établissements de santé afin de protéger les professionnels de la santé.
- 4 S'attaquer à la sécurité alimentaire**

Accorder la priorité aux six politiques de soutien à l'accès aux denrées alimentaires et à l'agriculture, notamment en adressant une demande claire à la communauté internationale.
- 5 Protéger les moyens de subsistance et l'économie au sens large**

Inciter les hauts fonctionnaires à élaborer un plan solide pour atténuer l'impact du Covid-19 sur les moyens de subsistance (notamment à travers des transferts de fonds), préserver l'économie et jeter les bases de la relance. La coopération régionale sera également essentielle (p. ex. sur le plan commercial).



1. Planifier la période post-confinement



Les gouvernements doivent mettre de l'ordre dans le système de surveillance de la Covid-19, la recherche des contacts et les stratégies de dépistage. Se servir du confinement pour établir des contacts avec tous les cas et les personnes ayant été en contact avec eux, puis dresser une liste de ceux-ci. Déterminer s'il existe des capacités suffisantes pour poursuivre la recherche des contacts nécessaire et s'il existe des technologies pour faciliter cette tâche.



Préparer le système de santé et protéger les professionnels de la santé. Y aura-t-il suffisamment d'EPI pour les professionnels de la santé au cours des six prochaines semaines, et y en aura-t-il suffisamment à venir ? Y a-t-il suffisamment de lits d'isolement et en unités de soins intensifs ? Les professionnels de la santé ont-ils reçu une formation spécifique au Covid-19 ?



Protéger les groupes vulnérables et maintenir les soins de santé non Covid-19. Comment les établissements de santé doivent-ils réduire au minimum l'exposition au Covid-19 tout en maintenant les soins de santé de base ? Quelles sont les directives cliniques visant à donner la priorité aux soins intensifs dans les établissements de santé ? Comment les groupes vulnérables à la Covid-19, tels que les personnes âgées, seront-ils protégés contre le virus ? Quel sera le rôle des agents de santé communautaires ?



Prévoir des mesures de relance économique et de protection sociale pour protéger les moyens de subsistance. Même après la levée du confinement, les économies africaines vont encore faire face au choc de la demande causé par la crise sanitaire mondiale au sens large. Le renforcement des mécanismes de protection sociale existants et la mise à disposition de moyens de transfert de fonds et de denrées alimentaires, tout en envisageant un soutien aux entreprises créatrices d'emplois, y compris leur accès au financement, sont des moyens essentiels pour soutenir les moyens de subsistance.

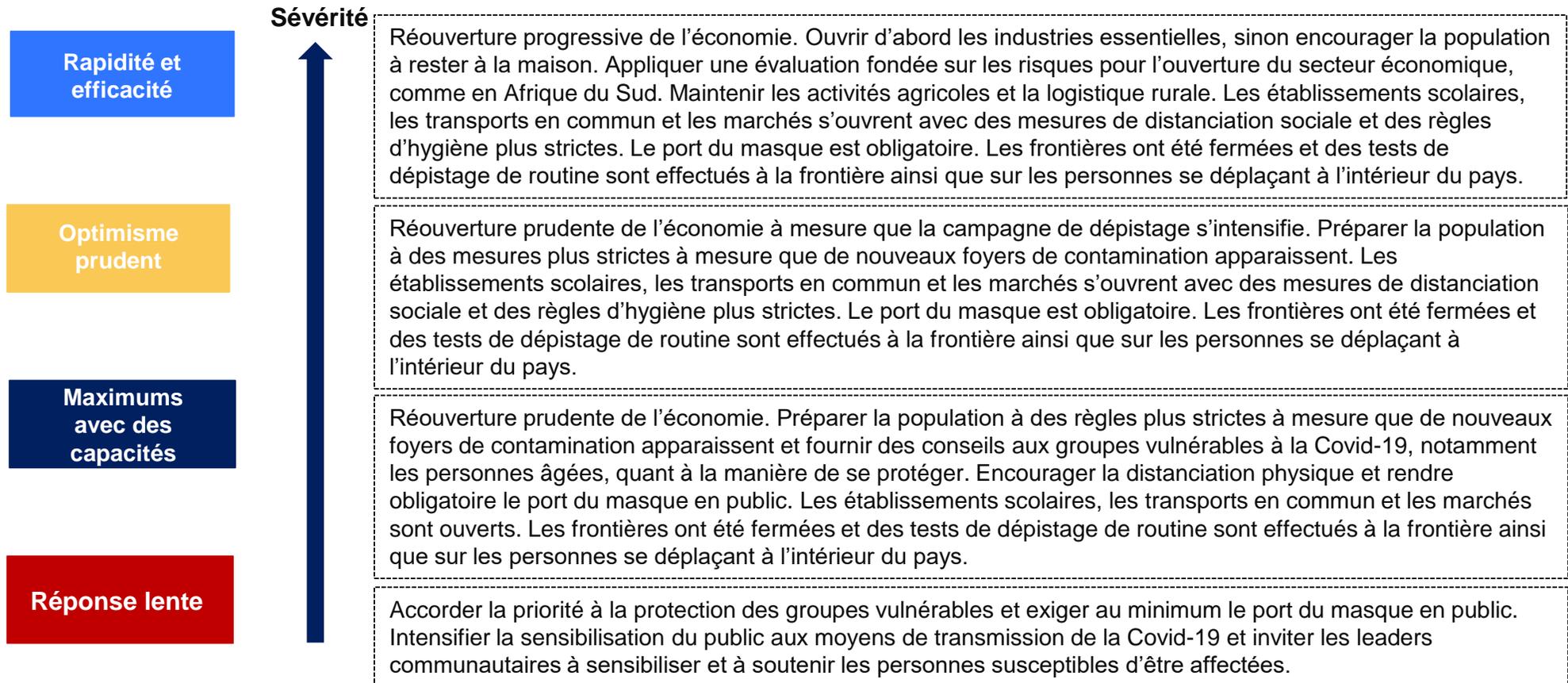


Sensibiliser les citoyens et les communautés au respect des mesures de distanciation sociale en cours et qui resteront en vigueur après le confinement et impliquer les leaders locaux dans la sensibilisation de la population au changement de comportement. Quelles données de référence existe-t-il sur le degré d'acceptation des mesures de distanciation sociale par la communauté ? Quelles seront les mesures adoptées dans les transports en commun, les marchés, les établissements scolaires, les bureaux et les lieux de culte ?



2. Définir un cadre précis pour le confinement : les pays auront différentes options en fonction de leur trajectoire et de leur capacité actuelles

Étant entendu qu'un confinement prolongé n'est pas possible en Afrique subsaharienne, les gouvernements disposant de capacités plus importantes peuvent maintenir des restrictions plus strictes en matière de distanciation sociale afin de limiter la propagation de la Covid-19, car elles peuvent fournir l'importante aide financière et les autres ressources nécessaires pour protéger les vies et les moyens de subsistance. La mobilisation au changement de comportements par le biais de communications publiques efficaces et de l'engagement communautaire sera essentielle dans tous les contextes.





3. Maintenir les soins de santé essentiels non Covid-19 : les décès dus à d'autres causes peuvent éclipser les décès liés à la Covid-19 si les soins de santé de base ne sont pas maintenus

État des lieux :

Les pays africains sont déjà confrontés à une part disproportionnée de la charge de morbidité mondiale. En 2019, près de 2 millions de personnes sont décédées du seul fait du paludisme et de la tuberculose dans le monde. Avec des ressources réaffectées à la lutte contre le Covid-19, des chaînes d'approvisionnement médicales perturbées et des personnes craignant de se faire soigner en période de crise de santé publique, des millions de personnes risquent de décéder de causes non liées à la Covid-19 si les services de santé essentiels ne sont pas maintenus.

Il faut établir un juste équilibre entre la réponse sanitaire à la Covid-19 et les besoins plus larges de la population en matière de soins de santé. Dans les systèmes de santé fragiles, cela signifiera probablement le confinement et l'isolement à domicile des patients afin de libérer le système des soins de santé de base non Covid-19.



Atténuer

Limiter l'impact de la Covid-19 sur le système de santé en protégeant les professionnels de la santé et, dans la mesure du possible, désigner des établissements de santé devant accueillir les patients atteints de la Covid-19.

1. Renforcer la prévention et le contrôle des infections (PCI) dans les établissements de santé, 2. Veiller à la disponibilité d'un nombre suffisant d'EPI et de tests destinés aux professionnels de la santé, 3. Réorganiser le flux de patients dans les établissements de santé existants pour protéger les patients non atteints du Covid-19 ou, dans la mesure du possible, isoler les patients atteints de la Covid-19 dans des centres de santé spécialisés.



Préserver

Continuer à financer les services de base essentiels tels que la santé maternelle et infantile, les vaccinations de routine, le dépistage de la tuberculose et la prévention du paludisme.

1. Évaluer les vulnérabilités et les facteurs de mortalité, et accorder en conséquence la priorité aux services essentiels, y compris les mesures de prévention.; 2. Mobiliser et soutenir les agents de santé communautaires (ASC); 3. Maintenir un système exhaustif de collecte de données afin d'identifier les progrès et les lacunes.



Relancer

Rassurer le public quant à la sécurité des soins de santé proposés et se servir de la crise pour maintenir des services de santé solides.

1. Continuer à mobiliser les ASC pour garantir une large acceptation des mesures prises et l'accès aux services.
2. Maintenir les innovations et les améliorations en matière de PCI, de soins intensifs et d'oxygénothérapie au profit des services de routine.



4. S'attaquer au problème de sécurité alimentaire : de nombreux pays africains sont confrontés à une crise alimentaire imminente

État des lieux :

Indépendamment des mesures de lutte contre la Covid-19, de nombreux pays africains importateurs nets de denrées alimentaires sont confrontés à une crise alimentaire, car les **chaînes d'approvisionnement mondiales** sont perturbées en raison des restrictions à l'exportation mises en place par certains grands pays exportateurs de denrées alimentaires et de graves retards logistiques. Le PAM estime que 300 millions de personnes sont en insécurité alimentaire dans les pays en voie de développement (166 millions en Afrique) menacés par ces perturbations. Les gouvernements doivent gérer cette situation, ainsi que l'impact de leurs propres mesures de lutte contre le Covid-19 sur la disponibilité de denrées alimentaires dans le pays :

1. **La logistique** liée à l'approvisionnement en intrants agricoles, tels que les engrais, et aux connexions des agriculteurs aux marchés est perturbée dans ces pays;
2. **La capacité de production des exploitations agricoles et des entreprises de transformation de produits alimentaires** est en baisse, en particulier à l'approche de la saison sèche dans de nombreux pays.
3. **Les revenus des employés du secteur informel** (75 % de la population active en Afrique) ont chuté, réduisant la demande et augmentant la panique (p. ex. des cas de pillage ont été enregistrés).

01	 Aide alimentaire	Étendre l'aide alimentaire : au niveau local à travers l'aide alimentaire destinée aux communautés les plus pauvres et les plus touchées et à l'échelle mondiale	02	 Réserves	Constituer des réserves stratégiques de céréales d'au moins 6 à 9 mois. Acheter en gros afin d'obtenir des réductions sur les prix.
03	 Produits alimentaires locaux	Considérer l'approvisionnement en intrants agricoles, l'agriculture, la manutention post-récolte et la transformation de produits alimentaires comme des services essentiels.	04	 Logistique	Considérer la logistique comme des services essentiels, aider le secteur à s'adapter au contexte actuel, réduire au minimum les retards aux frontières et accélérer le développement de solutions technologiques dans le secteur du transport routier.
05	 Marchés	Maintenir les marchés informels ouverts, mais s'adapter à la distanciation sociale. Accélérer le développement de solutions technologiques pour permettre aux agriculteurs d'établir facilement des liens sur les marchés.	06	 Importations	Faire pression sur les principaux pays exportateurs afin qu'ils réduisent au minimum les restrictions à l'exportation et sur les pays de transit/d'expédition pour qu'ils adaptent et réduisent au minimum les coûts de fret.

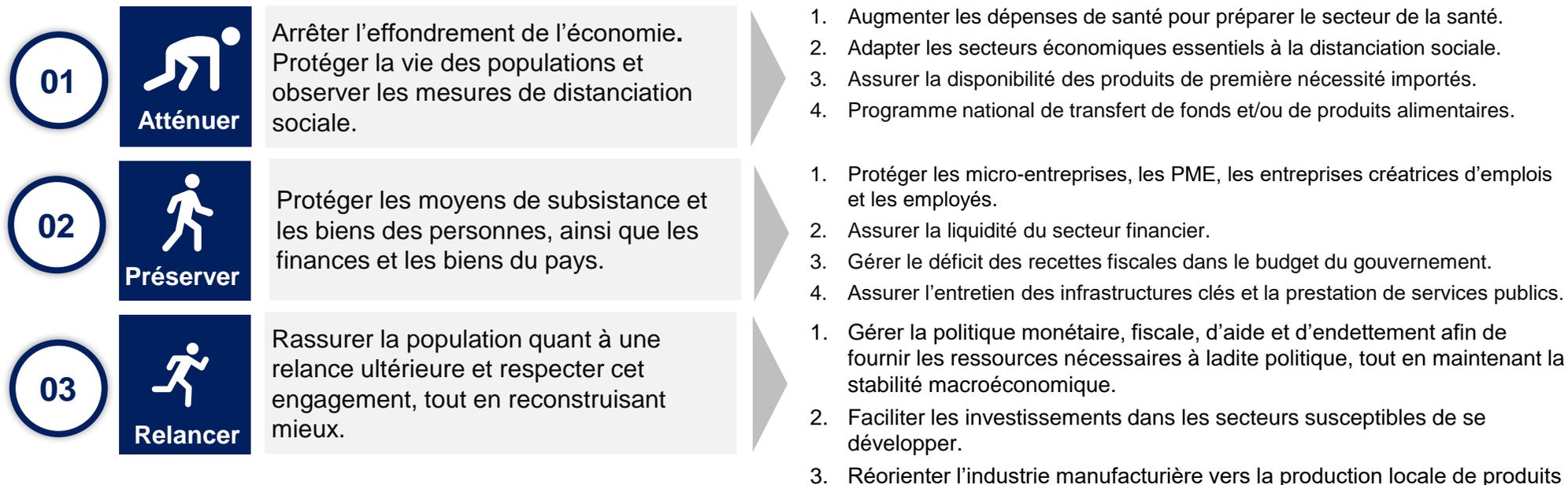


5. Protéger et relancer l'économie au sens large et les moyens de subsistance

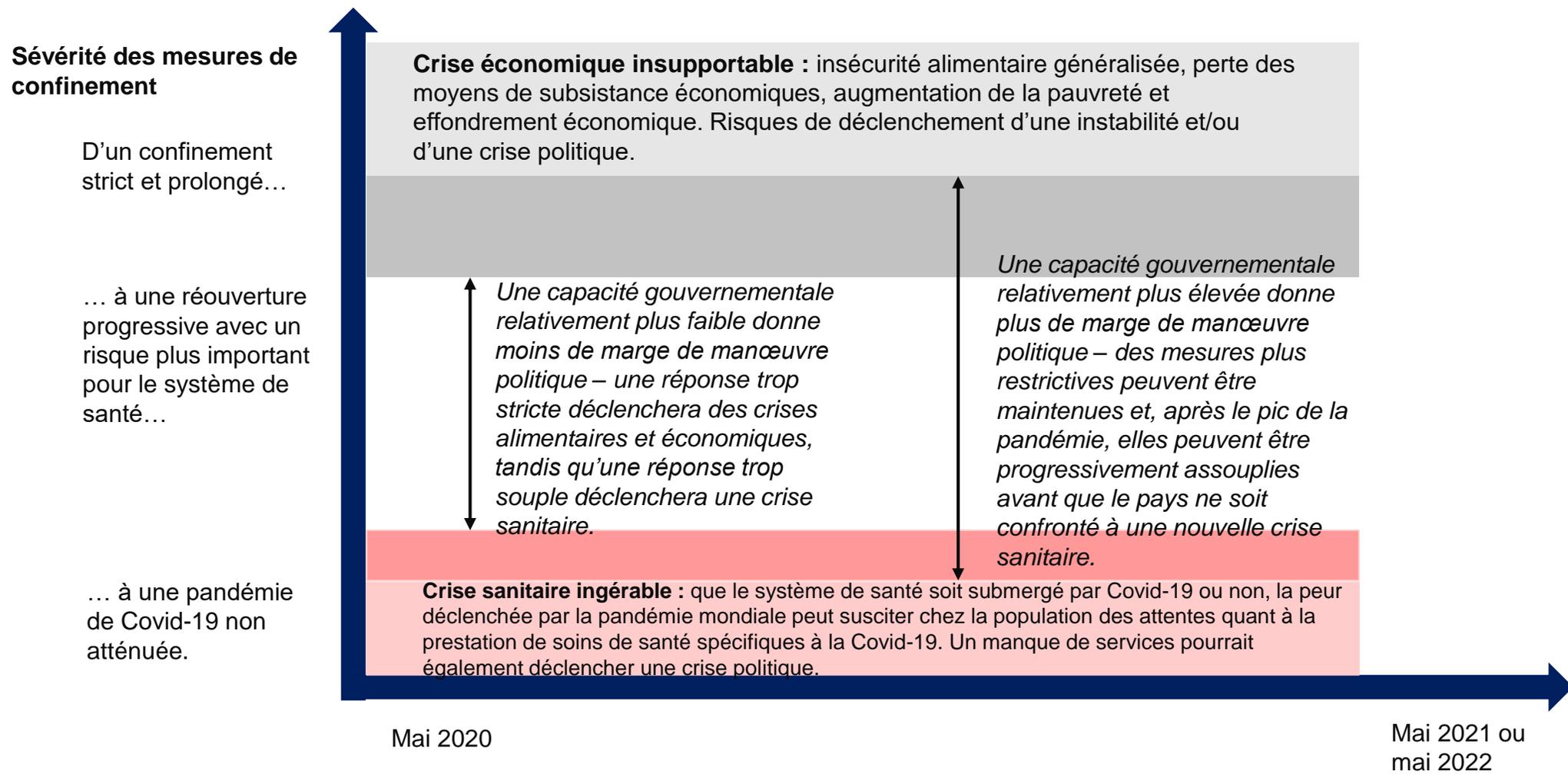
État des lieux :

Les pays africains sont confrontés à de multiples chocs et pressions économiques :

1. **Baisse des prix des matières premières** : le cours du pétrole était de 15 \$ le baril fin avril. De nombreux pays dépendent des exportations de matières premières.
2. **Restrictions mondiales sur les voyages et la chaîne d'approvisionnement** suite aux mesures prises à l'échelle mondiale pour lutter contre le Covid-19 : les contraintes de liquidité se sont aggravées.
3. **Mesures prises à l'échelle nationale pour lutter contre la Covid-19**, telles que le confinement.
4. Un endettement croissant et **une marge de manœuvre budgétaire et monétaire limitée** pour la relance : le plan de relance de l'Éthiopie représente 0,15 % du PIB, contre 17,3 % en l'Allemagne.
5. **Distraction de la communauté internationale**, concentrée elle-même sur la lutte contre la crise de la Covid-19 qui l'affecte.



La marge de manœuvre politique disponible dépendra de la capacité du gouvernement, notamment de sa capacité à s'adapter et à agir rapidement



Section 4 : La communauté internationale doit également se mobiliser

Comment la communauté internationale peut-elle soutenir directement la réponse sanitaire en Afrique ?

Compte tenu des contraintes en matière de ressources, le soutien de la communauté internationale aux pays africains est indispensable. À ce stade, le soutien apporté au secteur de la santé devrait être principalement dédié à l'appui des **infrastructures essentielles utilisées dans la prise en charge des patients atteints de la Covid-19** :

- 1 **Accélérer les tests PCR** : l'OMS, le Fonds mondial, l'UNICEF et les CDC Afrique en particulier doivent de toute urgence rendre opérationnel l'approvisionnement en commun du matériel de diagnostic et planifier sa distribution rapide. Le financement doit être accéléré.
- 2 **Augmenter les tests de dépistage des anticorps anti-Covid-19** pour compléter les tests PCR limités afin d'identifier l'immunité des professionnels de la santé et des travailleurs essentiels à la continuité des services, ainsi que des voyageurs. Cela peut également être géré par des approvisionnements en commun.
- 3 Fournir des ressources financières et humaines pour **soutenir la réponse à la crise actuelle de la Covid-19**, y compris des ressources pour isoler les cas suspects et la mobilisation des structures et systèmes communautaires pour le soutien local.
- 4 **Assurer la continuité des soins de santé et des vaccinations de routine**, en résolvant les problèmes logistiques actuels rencontrés lors de l'approvisionnement en vaccins. Dans la mesure du possible, **utiliser les infrastructures destinées à la continuité de ces services** (p. ex. celles mises à disposition par Gavi, le Fonds mondial, etc.) et les agents de santé communautaires **pour effectuer les tests de dépistage de la Covid-19**.
- 5 **Accroître les essais thérapeutiques en Afrique** (p. ex. les essais de la London School of Hygiene and Tropical Medicine au Nigeria) **et se préparer à augmenter la production efficace de médicaments** sur le continent.
- 6 L'OMS, le Fonds mondial, l'UNICEF et les CDC Afrique doivent **résoudre les problèmes liés aux mécanismes d'achat d'équipements au-delà des tests et étendre ces mécanismes, en accordant la priorité aux EPI**.
- 7 **Augmenter les investissements dans la production locale d'EPI, de produits thérapeutiques, d'équipements médicaux et, finalement, de vaccins**.
- 8 **Veiller à ce que les essais de vaccins soient effectués en Afrique** afin de prendre en compte les différences génétiques pouvant affecter l'efficacité et les effets secondaires d'un vaccin. **Veiller à ce que le ou les vaccins efficaces, lorsqu'ils seront disponibles, soient mis à disposition de manière équitable, comme l'a recommandé l'Assemblée Mondiale de la Santé**.



Comment la communauté internationale peut-elle soutenir les crises globales auxquelles l'Afrique est confrontée ?

01

Dirigeants du G20

1. Faire preuve de leadership sur les défis liés à la coordination mondiale dans la réponse mondiale au Covid-19, en prenant en compte la santé, l'alimentation, les chaînes d'approvisionnement, les marges de manœuvres budgétaires, l'allègement de la dette et l'aide au développement des pays africains; 2. Accroître le budget de l'aide au développement, notamment en augmentant la capacité du DTS, afin que les plans de relance puissent atteindre au moins 8 % du PIB et que les six options d'accès aux denrées alimentaires puissent être mises en œuvre; 3. Être explicite dans l'appel à la levée des restrictions à l'exportation mises en place par les grandes puissances, notamment en ce qui concerne les équipements médicaux, les denrées alimentaires et autres articles essentiels.

02

Communauté de développement et d'aide

1. Augmenter l'aide budgétaire pour répondre aux besoins en matière de financement des plans de relance des gouvernements (qui comprennent les réponses aux problèmes de santé). Classer les pays par ordre de priorité en fonction de la carte des crises humanitaires; 2. Soutenir pleinement les structures de réponse des gouvernements, afin de garantir une approche par pays unique, et non des efforts parallèles incohérents. Concevoir des mécanismes de soutien souples et adaptables; 3. Désigner un donateur principal pour chaque aspect de la réponse dans lequel les pays africains ont besoin d'un soutien; 4. Mettre en place des modalités de soutien réactives pour répondre rapidement aux besoins des gouvernements dans les domaines clés des réponses sanitaires et économiques (p. ex. les équipements médicaux, la prise en charge des cas, les transferts de fonds et l'accès aux denrées alimentaires) ; 5. Accroître les efforts pour soutenir les industries et les secteurs clés, p. ex. la technologie, l'industrie manufacturière, l'agriculture.

03

Institutions de financement du développement

1. S'engager dans les efforts de mobilisation de ressources destinées aux pays africains, p. ex. via des obligations Covid-19 ou autres.
2. Accroître les facilités de trésorerie du secteur financier.
3. Mettre en place des dispositifs d'aide aux investisseurs et aux entreprises en situation de crise.
4. Être proactifs dans la recherche d'opportunités d'investissement (p. ex. dans la fabrication d'équipements médicaux, les solutions technologiques dans le secteur agricole).

04

Secteur privé international

1. Rechercher des opportunités d'investissement, notamment dans les pays disposant de réponses efficaces.
2. Encourager de manière proactive les gouvernements (en particulier les mieux organisés) à explorer des solutions commerciales aux problèmes liés à la réponse à la Covid-19.
3. Engager un dialogue avec les gouvernements pour les aider à comprendre les solutions spécifiques auxquelles ils peuvent accorder la priorité.

Un programme à plus long terme pour la relance et la résilience aux pandémies

À mesure que le monde s'adaptera à la pandémie et se redressera, une nouvelle normalité apparaîtra – dans les voyages et le fret internationaux, les chaînes de valeur mondiales perturbées, les liquidités limitées pour les marchés à plus haut risque, la demande en matières premières mondiales modifiée, les appétits commerciaux différents et les paysages politiques modifiés.

Il est également possible que les pays africains restent un réservoir d'une épidémie « latente », comme l'a indiqué le Dr Moeti, Directeur régional de l'OMS pour l'Afrique.

Les gouvernements africains et la communauté internationale doivent se concentrer sur un changement progressif dans leurs relations et non sur un retour en arrière en matière de développement. Les premiers domaines de priorité que nous suggérons ici sont :

- 1 Infrastructures « ouvertes aux entreprises »** : il s'agit des éléments de base nécessaires pour que l'Afrique ne soit pas coupée du monde. Ils comprennent des plans d'aide au suivi et à la collecte de données sur la pandémie de la Covid-19 dans le pays, des preuves par des tests PCR, des tests de dépistage des anticorps anti-Covid-19 ou des méthodes de collecte de données médicales approuvées, le déploiement du vaccin (lorsqu'il sera disponible) et des structures de réponse à la gestion des crises permettant de réagir rapidement à l'avenir.
- 2** L'accent doit être mis sur le **renforcement des systèmes de santé et d'éducation de qualité**, en utilisant les principales caractéristiques de la réponse à la Covid-19, telles que la prévention et le contrôle des infections, et en s'appuyant sur des solutions et des technologies spécifiques à chaque région.
- 3 Renforcer les blocs continentaux**, tels que l'Union africaine, pour favoriser la coordination intra-africaine, ainsi que l'engagement avec le G20 et d'autres organismes de coordination économique mondiale.
- 4** Une attention particulière devrait être accordée à la **transformation de l'agriculture**, y compris la capacité de l'Afrique en particulier d'être autosuffisante en matière d'alimentation et d'exporter dans le monde entier.
- 5** L'accent doit être mis sur l'**industrialisation respectueuse du climat et la transformation technologique** des économies africaines, en s'appuyant sur les possibilités offertes par la Covid-19 en matière de production d'équipements médicaux et de transformation de produits agricoles.